

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	24.04.2024
Thema	Wahlen
Schlagworte	Keine Einschränkung
Akteure	Blanc, Marcel (VD, svp/udc)
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1965 - 01.01.2021

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Porcellana, Diane
Rinderknecht, Matthias

Bevorzugte Zitierweise

Porcellana, Diane; Rinderknecht, Matthias 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Wahlen, 1991 - 2020*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Wahlen	1
Wahlen in kantonale Regierungen	1
Kantonale Ersatzwahlen	1

Abkürzungsverzeichnis

BIP Bruttoinlandsprodukt
BNG Bruttoinlandsglück

PIB Produit intérieur brut
BNB Bonheur national brut

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Wahlen

Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN
DATUM: 03.11.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Als **Nachfolger des auf Ende Jahr zurücktretenden Waadtländer Baudirektors Marcel Blanc (svp)**, der während dreizehn Jahren der Exekutive angehört hatte, wählten die Waadtländer Stimmberechtigten bei einer Beteiligung von 25,1 % den von der bürgerlichen Entente vaudoise vorgeschlagenen Pierre-François Veillon (svp) in die Regierung. Dieser distanzierte seine Konkurrentin, Nationalrätin Irène Gardiol Vodoz (gp), ganz klar; noch deutlicher abgeschlagen war der ohne die Unterstützung seiner eigenen Partei kandidierende Robert Rittener (sp).¹

Kantonale Ersatzwahlen

WAHLEN
DATUM: 09.02.2020
DIANE PORCELLANA

Jacqueline de Quattro (plr, VD), fraîchement élue au Conseil national, a cédé son siège au **Conseil d'Etat vaudois**. Lors de l'**élection complémentaire**, son parti a lancé la syndique de Payerne et députée Christelle Luisier. Pouvant compter sur le soutien du PDC et de l'UDC, la candidate militait pour une amélioration de l'attractivité pour les classes moyennes, pour une révision du financement de l'aide sociale et pour l'instauration d'une nouvelle répartition des charges entre le canton et les communes.

Le mouvement «Grève du climat» a saisi l'opportunité de cette élection pour médiatiser ses préoccupations en se lançant dans la course. Il a désigné au tirage au sort Juliette Vernier (sans parti), mais c'est l'ensemble du collectif qui se portait candidat. Il a alors tenté de dépersonnaliser la campagne – les membres du collectif se sont relayés lors des prises de parole. A ce propos, il s'est fait critiqué pour avoir voulu faire signer une charte aux journalistes, afin de garantir qu'ils ne traiteraient que de questions de «fond». Justice climatique, émissions neutres d'ici 2030, fin des investissements dans les combustibles fossiles pour les centres financiers, font partie de leurs revendications. En cas de non-respect de ces dernières, ils appellent à un changement de système. Bien que soutenu par les Verts, le POP, Ensemble à gauche, SolidaritéS, la «Grève du climat» n'a pas été soutenu par le Parti socialiste, celui-ci préférant n'émettre aucune recommandation car il ne cautionnait pas les méthodes «anti-institutionnelles» du collectif.

Pour la première fois, le Parti pirate briguit un siège d'un gouvernement cantonal romand. Son représentant, Jean-Marc Vandiel, prônait davantage de transparence publique, la défense de la sphère privée et la prise de mesures contraignantes s'agissant de l'urgence climatique. A une voix près, il n'a pas reçu l'appui espéré des Vert'libéraux, alors que les Vert'libéraux et le Parti pirate s'étaient apparentés lors des dernières élections fédérales. Il lui été reproché d'être trop à gauche.

Après avoir essuyé des échecs en 2012 et 2017, Guillaume Morand (parti de rien) – soutenu par les Jeunes UDC – a à nouveau tenter sa chance. Souhaitant notamment mettre un terme à une «politique fiscale accommodante du canton envers les entreprises étrangères», il proposait entre autres de remplacer le PIB par le BNB.

Limitation de la durée des mandats des ministres, climat, 5G, gratuité des transports publics figuraient parmi les thèmes abordés lors de la campagne. La candidate PLR disposait de 160'000 francs. L'origine des dons supérieurs à 5'000 francs a été rendue publique. Les dons au-delà 10'000 francs n'ont été acceptés que s'ils émanaient d'une section du PLR. La Grève du climat a récolté 6'138 francs via un financement participatif. Interrogée, Juliette Vernier a indiqué ne pas avoir accès aux sommes des dons individuels. Jean-Marc Vandiel a bénéficié de 10'000 francs, tiré de la trésorerie de son parti. Guillaume Morand a autofinancé son budget de campagne, qui se montait à 23'000 francs.

Avec un score de 77'585 voix (56.2% des suffrages), Christelle Luisier a dépassé la majorité absolue fixée à 69'009 voix. Son entrée au gouvernement marque le retour d'une présence broyarde, 28 ans après le départ de Marcel Blanc (udc). Le PLR a donc réussi à maintenir son siège et la composition du gouvernement cantonal reste inchangée. Le mouvement pour le climat s'est estimé satisfait du bon score de Juliette Vernier, qui obtient 31'888 voix (23.1% des suffrages). En ville de Lausanne, seules 38 voix d'écart distancient les deux femmes. Guillaume Morand est arrivé en troisième place (16'208 voix; 11.7%), suivi par Jean-Marc Vandiel (7'153; 5.2%).²

1) Presse vom 4.11.91.

2) Résultats de l'élection complémentaire du 9.2.20; 24H, 7.12.19; Lib, 12.12.19; 24H, Lib, 20.12.19; 24H, 24.12.19, 9.1., 16.1.20;
Lib, 17.1.20; 24H, 18.1., 29.1., 31.1., 1.2., 3.2.20; 24H, LT, Lib, 10.2.20